

Antoine Anfré : la réconciliation franco-rwandaise s'est jouée en 4 actes

MGH Partners, 15 janvier 2022

Diplômé de Sciences Po et énarque, Antoine Anfré a notamment occupé les postes de sous-préfet de Limoux (Aude) entre 2000 et 2003, puis de premier conseiller d'ambassade à Nairobi et à Ankara. Il a également été numéro 2 d'ambassade à Londres de 2011 à 2014 puis ambassadeur au Niger. Depuis mai 2021, Antoine Anfré est ambassadeur de France au Rwanda. La relation entre le Rwanda et la France, aussi complexe soit-elle, a récemment pris un tournant décisif. Avec une normalisation des relations, une diplomatie économique renouvelée et le prochain sommet UE-UA, le Rwanda occupe aujourd'hui le devant de la scène diplomatique sur le continent africain. Pour nous en parler, Antoine Anfré, a accepté de répondre aux questions de la Newsroom.

Après 6 ans de vacance du poste d'ambassadeur à Kigali, le Président, Emmanuel Macron, a annoncé le 27 mai le retour d'un ambassadeur français au Rwanda lors d'une visite dans le pays, marquant une normalisation des rela-



tions entre les deux pays. Il a notamment reconnu les « responsabilités » de la France dans le génocide des Tutsis de 1994. Comment interprétez-vous votre nomination hautement symbolique ?

Cette nomination s'inscrit dans le cadre d'un processus dans la durée, qui commence avec l'élection d'Emmanuel Macron en 2017. Il y avait déjà eu des tentatives de rapprochement lorsque Nicolas Sarkozy était président mais elles n'avaient pas pu aboutir, puis une parenthèse sous le précédent quinquennat Hollande.

Je pense qu'il y a au moins 4 actes, qui ont

été décisifs avant ma nomination. La première étape essentielle c'est le soutien de la France à la candidature de Louise Mushikiwabo au Secrétariat général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). C'est hautement symbolique. Le Rwanda a en effet fait le choix de l'anglais, en tant que langue de l'enseignement. Faire en sorte que l'ancienne ministre des Affaires étrangères du Rwanda devienne secrétaire générale d'une organisation francophone n'était donc pas neutre. Ce soutien a d'ailleurs été reproché au Président de la République. Pourtant, c'était une décision visionnaire, qui contribue désormais à consolider la place du français au Rwanda.

Deuxième étape importante, l'arrestation de Félicien Kabuga, qui est le financier du génocide, et que l'on peut qualifier de présumé génocidaire puisqu'il n'a pas encore été jugé. Il a été arrêté par l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité (OCLCH). Il vivait sous une fausse identité à Asnières-sur-Seine. Depuis sa cavale en 1994, il a changé d'identité 30 fois et a vécu dans une vingtaine de pays avant de se fixer en France. Un gros travail d'enquête a été mené par les gendarmes, les juges et magistrats du Parquet national antiterroriste (PNAT), qui en son sein a un pôle Crimes contre l'humanité qui enquête sur les présumés génocidaires rwandais. En liaison avec le mécanisme résiduel des tribunaux pénaux internationaux, ils ont pu arrêter Félicien Kabuga en mai 2020. Au Rwanda, cette arrestation a été très appréciée puisque c'était un des fugitifs les plus recherchés au monde.

La troisième étape absolument décisive est la remise du rapport Duclert sur le géno-

cide des Tutsis. Une commission indépendante composée d'une quinzaine d'historiens et d'archivistes a été mise en place par le président de la République. Pendant deux ans, elle a eu accès à 8 000 documents déclassifiés émanant des archives du Quai d'Orsay, du ministère de la Coopération, de la DGSE, du ministère des Armées. Seules les archives de l'Assemblée nationale sont restées inaccessibles. Cette commission a rendu un rapport fin mars 2021 qui conclut à la responsabilité accablante de la France dans le génocide des Tutsis. Cela a permis d'avoir un narratif commun entre la France et le Rwanda sur un des événements les plus tragiques du XXème siècle. La remise de ce rapport a été essentielle pour permettre la quatrième étape décisive dans le rapprochement entre les deux pays.



Paul Kagame et Emmanuel Macron à Kigali, mai 2021

La quatrième étape est évidemment la visite du Président Macron à Kigali en mai 2021 avec son discours historique au Mémorial de Gisozi. Les mots qu'il a prononcés étaient

ceux que les Rwandais attendaient. Il leur a notamment demandé de lui faire le don du pardon et a reconnu la responsabilité partagée de la France dans ce qu'il s'est passé.

Emmanuel Macron a présenté à Paul Kagame, le rapport Duclert et un certain nombre de propositions : le retour de l'AFD avec 500 millions d'engagement sous forme de prêts essentiellement, la réouverture du centre culturel francophone de Kigali et la nomination d'un ambassadeur.

Après ce processus de réconciliation, quels sont les principaux objectifs dans les mois et années pour stabiliser, sur le long-terme, cette relation franco-rwandaise chargée d'histoire ?

Nous sommes désormais dans une phase où la relation a été normalisée et on se rend compte qu'elle est déjà intense dans le domaine économique, commercial, linguistique et culturel. Il y a une excellente relation de travail entre les deux chefs de l'État. Le président Kagame est aux commandes depuis 1994 et chef de l'État depuis 2001, il est très présent sur les questions globales. Lorsqu'il était président de l'Union Africaine, il a réformé l'institution. Il a également été actif au niveau du NEPAD et est très impliqué en ce moment dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 pour doter son pays d'un cluster vaccin. Il y a une réelle alchimie entre les deux chefs d'Etat.

La justice a un rôle essentiel à jouer dans les mois et années à venir. Il n'y a pas d'impunité pour les présumés génocidaires en France. Antoine Anfré

La justice a un rôle essentiel à jouer dans les mois et années à venir. Un certain nombre de présumés génocidaires résident en France. Récemment, Claude Muhayimana a été condamné à 14 ans de prison. Dans les années à venir, il pourrait y avoir tous les 6 mois environ, un procès de présumé génocidaire rwandais devant la Cour d'Assises de Paris. Le pôle Crimes contre l'humanité du PNAT a une trentaine de dossiers qui sont actifs et qui s'appuient sur les enquêtes de l'OCLCH. C'est très important de montrer que la justice française fait son travail et qu'il n'y a pas d'impunité pour les présumés génocidaires en France.

Sur ces bases, nous pouvons bâtir une relation stable et durable sur le plan économique, culturel, éducatif.

La question désormais c'est comment faire en sorte d'intensifier davantage les relations et comment faire en sorte que les entreprises françaises reviennent au Rwanda. Certaines n'ont pas attendu la réconciliation pour s'installer dans le pays. Je pense aux entreprises du groupe Bolloré comme Canal + Rwanda ou CanalBOX qui a une offre de fibre optique tout à fait adaptée au marché rwandais. Il y a également CanalOlympia, avec un concept

de salle de cinéma, également lieu pour des concerts, qui a aussi le potentiel de bien fonctionner après la crise du Covid. Le groupe Duval est aussi présent depuis un moment et est actif dans l'immobilier commercial.

De nombreux chefs d'entreprises sont intéressés par le Rwanda mais le marché rwandais est un marché étroit. Le PIB s'élève à plus de 10 milliards de dollars, le Rwanda reste un pays pauvre, même s'il a gagné plus d'une trentaine de places à l'IDH (indice de développement humain) depuis 1994, ce qui est une vraie performance. Kigali a été totalement transformée. Il y a cette volonté de devenir un hub logistique. Le Rwanda et Qatar Airways ont signé un accord pour construire le nouvel aéroport international de Bugesera avec des capitaux qataris. Il a vocation à être le hub continental de Qatar Airways et à pouvoir accueillir 10 millions de passagers. Le Rwanda se positionne sur quelques secteurs avec la volonté d'être une plateforme régionale et un pont entre l'Afrique orientale et l'Afrique centrale, ainsi que vers l'Afrique australe.

La question de la langue française est aussi essentielle pour la relation bilatérale. Les Rwandais ont réalisé que le multilinguisme pouvait être un atout. Ils sont rwandophones et parlent avant tout le kinyarwanda. Une partie de l'élite qui a été formée à l'étranger est francophone ou anglophone. Le gouvernement rwandais a compris que le français est aussi une langue des affaires, notamment pour commercer avec le Congo. Parler uniquement anglais ne suffirait pas pour atteindre leurs ambitions régionales. Le français est aujourd'hui réintroduit dans l'ensei-

gnement comme langue étrangère, et est resté présent dans les écoles confessionnelles.

Franck Riestter, ministre délégué en charge du Commerce extérieur, s'est rendu en octobre dernier à Kigali avec une délégation d'entreprises françaises. Quels sont, selon vous, les principaux enjeux économiques d'un partenariat « gagnant-gagnant » renouvelé franco-rwandais ?

Le Rwanda suscite l'intérêt de nombreux pays, et notamment la France, dans le domaine de la santé. C'est un pays pauvre mais c'est un pays très bien organisé, qui est petit ce qui est parfois un avantage. Des institutions françaises comme l'APHP, l'Hôpital Saint-Joseph, la Fondation Rothschild, ou encore l'IRCAD, sont venues à Kigali. Il y a un véritable potentiel pour constituer un hub santé avec des liens forts entre nos deux pays.

Le marché rwandais est étroit mais le potentiel pour les entreprises est réel. Les infrastructures routières et le réseau électrique sont très bons, la sécurité est excellente contrairement à d'autres pays africains. La corruption est également très faible, ce qui est en fait une quasi-exception sur le continent ! Le Rwanda est aussi précurseur dans certains domaines. Le Gouvernement a banni le plastique, c'est un des rares pays africains où il n'y a aucun sac plastique ! Certaines entreprises pourront être intéressées pour avoir leur siège social à Kigali, même si pour le moment Nairobi fait la course en tête. Mais Nairobi cumule des externalités négatives comme la pollution, les embouteillages, ce qui n'est pas le cas de Kigali.

Le Rwanda a véritablement les moyens

d'être en quelque sorte un laboratoire de la bonne gouvernance. Les entreprises peuvent se servir du Rwanda comme d'un tremplin ou comme d'un lieu de proof of concept : elles peuvent tester leur projet et si ça fonctionne exporter leur business au Kenya, au Nigéria, en Côte d'Ivoire.



Lancement du Club d'affaires français au Rwanda, lors de la visite de Franck Riestler, en présence d'Antoine Anfré, octobre 2021

Dans certains pays d'Afrique francophone, la France est de plus en plus concurrencée par des puissances étrangères. En Afrique de l'Est (Ouganda, Rwanda, Kenya), une nouvelle dynamique diplomatique semble se mettre en marche pour se tourner vers ces pays. Comment la France peut-elle trouver sa place, face au Qatar par exemple, que vous avez mentionné précédemment et nouer des partenariats dans cette zone dont le potentiel a été sous-estimé durant de nombreuses années ?

Je crois que la France a tout de même une bonne image et les grands groupes français sont connus. Le Rwanda est soucieux de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Il ne va pas devenir une succursale du Qatar ou de la Chine, ni de la France d'ailleurs parce qu'il y a chez lui une forte volonté d'indépendance et d'équilibre.

Les entreprises françaises, qu'ils s'agissent de PME, d'ETI ou de grands groupes, seront les bienvenues au Rwanda. Le Rwanda Development Board (RDB) est un guichet unique très pratique pour toute entreprise désireuse de s'installer au Rwanda. Une convention de non-double imposition est prévue. J'espère qu'elle sera signée d'ici la fin 2022. Elle sera importante pour les entreprises françaises qui souhaitent s'implanter au Rwanda.

Le Rwanda souhaite également devenir un centre financier avec le Kigali International Financial Center. C'est un petit pays qui a de grandes ambitions. Certaines peuvent faire sourire mais quand on voit ce qui a été accompli depuis 20 ans, tout est possible. Il y a des choses auxquelles les observateurs ne croyaient pas il y a 25 ans et qui ont été faites depuis. Il ne faut pas prendre à la légère les ambitions rwandaises.

Les 17 et 18 février aura lieu le Sommet UE-UA, Paul Kagame s'est récemment entretenu avec Emmanuel Macron pour préparer cet événement important. Le dirigeant rwandais est un des seuls à avoir marqué les douze mois de présidence de l'Union africaine ces dix dernières années. Le Rwanda devrait donc jouer un rôle moteur dans ce sommet. Quelles sont, selon vous,

les orientations stratégiques, politiques et économiques à impulser lors de ce grand moment pour les deux continents ?

J'imagine qu'il y a des annonces qui vont être faites durant ce Sommet par le Président de la République en liaison avec Charles Michels sans doute. Ce sera un des temps forts de la PFUE. Malheureusement, je crains que la conjoncture sanitaire nous oblige à avoir un Sommet hybride ou peut-être totalement en visio-conférence, ce qui serait vraiment regrettable. L'idée à l'origine était évidemment de faire un Sommet en présentiel, qui a objectivement plus d'impact.

Je pense que le Président de la République a été marqué par le Sommet d'Abidjan, qui n'a pas été un échec, mais qui n'a pas été non plus un franc succès. Une des difficultés de ce type de sommet UE-UA, il faut quand même le rappeler, c'est le nombre. L'UE compte 27 Etats-membres et du côté de l'UA il y en a 55. Tous les chefs d'Etat et de gouvernement veulent s'exprimer, vous pouvez imaginer les difficultés que cela représente. A la fin plus personne n'est audible.

Il y a la volonté d'avoir un sommet plus ramassé tout en ménageant les susceptibili-

tés. A Rome et en marge du dernier G20, le Président a reçu Paul Kagame, Macky Sall et Félix Tshisekedi notamment, pour préparer le Sommet des 17 et du 18 février.

Un des sujets phares sera la lutte contre le Covid, c'est-à-dire voir comment l'UE peut aider l'Afrique à se doter d'une capacité vaccinale. Le Rwanda est en pointe sur ce sujet. Le Gouvernement a la volonté de fabriquer des vaccins. Un accord stratégique a d'ailleurs été passé entre le Rwanda et BioNTech. BioNTech devrait monter une usine sous forme de container à Kigali pour fabriquer les vaccins à ARN messenger, pour le Covid évidemment mais aussi pour lutter contre d'autres épidémies. En matière de formation, Campus Biotech Digital, est une entreprise française impliquée dans le projet également. A terme, on devrait avoir trois pôles capables de produire de l'ARN messenger sur le continent africain : le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Rwanda.

Renforcer l'attractivité de l'Afrique est aussi une nécessité. Paul Kagame soutient le projet de zone de libre-échange sur le continent africain, qui intéresse aussi la France. Il faut maintenant que la ZLECAF soit opérationnelle et devienne une réalité.